



FAMILLE, JEUNESSE ET AÎNÉS
Quelques enjeux actuels et pistes d'action

« Et si l'on revenait à l'essentiel? »

INTRODUCTION

Avouons-le, l'expression « avoir le temps » semble ne plus être à la portée de la majorité des citoyens faisant partie de la population dite active. Nombreux sont ceux qui désirent dédier un peu plus de temps à leur famille, à leurs loisirs, à leurs amitiés ou à leurs parents vieillissants, mais en vain. Et que dire du temps où nous espérons accéder à une « société du loisir » dans laquelle nous aurions le temps de changer le monde, de rêver, de nous investir réellement dans une cause ou d'apprécier l'essentiel. Nous imaginer (ne serait-ce qu'un instant!) que ce temps pourrait être qualifié de « précieux » va au-delà du réel, et plusieurs d'entre nous n'osent même pas y penser. Résistants ou non à ce courant, conscients ou non, peu d'entre nous y échappent. Ceux qui osent y résister sont la plupart du temps marginalisés.

Et voilà que l'occasion nous est offerte de piger dans notre banque de temps si « précieux », et déjà déficitaire, afin de réfléchir à des enjeux qui nous touchent, et cela, afin de proposer des solutions que nous considérons tant audacieuses qu'essentielles. Évidemment, lorsque l'on m'a offert l'occasion de collaborer au projet Sortie 13, j'ai tout de suite été séduite par l'esprit de cette initiative axée vers des pistes de solutions rafraîchissantes, sans prétention, et mettant à l'avant-plan l'engagement d'individus de tous azimuts prêts à bousculer les choses et à se faire bousculer. Je suis d'autant plus stimulée du fait que je dois poser une réflexion autour d'un thème duquel je ne suis pas une experte. C'est le regard de la « simple » citoyenne sans histoire, originaire d'un coin magnifique (Lac-Saint-Jean), ni pauvre, ni riche.

Je l'avoue, je suis préoccupée devant l'immobilisme qui semble devenu « acceptable ». Je suis sans mot, la plupart du temps, devant notre facilité, comme citoyen, à ignorer l'autre, à ostraciser les individus au profil différent du nôtre et par notre tolérance déconcertante à la pauvreté; une pauvreté omniprésente dans nos rues au même titre que celle que nous voyons émerger, impuissants, aux quatre coins du monde. Comme plusieurs, je m'insurge régulièrement en regardant les bulletins de nouvelles et en lisant les journaux le samedi matin; le tout en sirotant un charmant café *latté* (équitable évidemment) provenant de ma machine

espresso « made in China », chaleureusement entourée de mon amoureux et de mes deux jeunes enfants en pleine santé. Ouf! Mais très franchement, suis-je une agente de changement dans la société? Est-ce que je contribue concrètement à changer le monde, à le rendre meilleur? La réponse à ces questions me désole royalement. En fait, ce n'est pas de ma faute, je manque tellement de temps! Mais, cette tribune que représente **Sortie 13** nous offre la chance de sortir des sentiers battus et de sortir de notre zone de confort. Voyons-la donc comme un investissement...

C'est ainsi, avec une bonne dose d'humilité, mais aussi d'optimisme, que j'explore des enjeux québécois liés à la **famille, à la jeunesse et aux aînés**. J'espère que la réflexion que je mets en lumière dans cet exercice suscitera des commentaires, des réactions constructives, et surtout, le goût de sortir des sentiers balisés.

LES ENJEUX

À mon sens, la famille, la jeunesse et les aînés sont des secteurs de la société intimement liés. Probablement indissociables. Ils représentent aussi les principales composantes de notre société; ils en sont la pierre angulaire. Ces dernières années, plusieurs recherches ont été menées sur les diverses problématiques leur étant liées : dures réalités des familles monoparentales, progression des divorces et séparations, émergence des gardes partagées. D'autres portent sur l'obésité juvénile, le décrochage scolaire, le suicide et la dépression chez les jeunes. S'ajoutent à cela l'intimidation, la violence et l'isolement chez nos aînés. Au final, on apprend que la pauvreté s'incruste de plus en plus au pays et qu'il est toujours aussi difficile d'en sortir malgré l'apparition constante de nombreux programmes, organismes et politiques publiques.

Le recensement des écrits que j'ai entrepris dans le cadre de cette démarche m'ont permis de constater qu'une grande part de ces problématiques découle de notre difficulté – pratiquement généralisée – à **concilier le travail et la famille**. La corrélation entre notre incapacité à tenir de façon efficace plusieurs rôles simultanément (parent, conjoint, aidant, employé, etc.) et les problématiques énumérées au paragraphe précédent n'est plus à faire aux yeux de nombreux

experts. Sans que nous ayons donné notre accord consciemment, le rythme actuellement imposé aux familles québécoises est pourtant tributaire d'un grand nombre de problèmes auxquels nous devons faire face collectivement. Les coûts sociaux et économiques présentés dans les différents rapports sont à couper le souffle.

Entre autres, en 2005, *l'Institut national de santé publique* attirait déjà l'attention sur ce fléau. Une synthèse des écrits portant sur la conciliation travail-famille et le cumul des rôles permettait de tisser des liens indiscutables entre la famille, la santé mentale et physique et le marché du travail. Qu'est-ce qui est à la source du problème?

UN RYTHME INFERNAL QUI COÛTE CHER

Qu'on le veuille ou non, nous vivons dans une société dans laquelle le fait de consommer, surconsommer même, est devenu **LA** norme. La religion qui nous guide s'appellerait-elle « consommation »? Sans qu'on le réalise, ce système nous habite. Tout cela devient inévitable. Très franchement, pour qu'une société soit empreinte d'un bon niveau de prospérité et qu'elle crée de la richesse, il importe que ses activités économiques soient tant innovantes qu'effervescentes et sa main-d'œuvre qualifiée et efficace. Je ne vois pas comment l'ode à la simplicité volontaire mur-à-mur pourrait faire figure de solution. Nous n'en sommes pas là. Toutefois, aurions-nous perdu l'équilibre souhaité?

Après consultation auprès de mon entourage, je constate que nous sommes portés très fermement par le sentiment que nous ne pouvons diminuer notre niveau de revenu et notre rythme au travail. Globalement, nous arrivons à combler facilement nos besoins essentiels. Le tout se complique à partir du moment où notre niveau de consommation franchit la ligne à ne pas franchir... Il faut être vigilants, car le retour à la case départ pourrait être impossible.

MANQUE DE TEMPS, MANQUE D'ARGENT... MANQUE D'ÉQUILIBRE

En moins de trente ans, l'endettement des Québécois est devenu huit fois plus imposant. Le taux d'endettement à la consommation est passé de 15,7 % (1981) à 37,5 % en 2009 (ISQ). Peut-on s'endetter à ce point sans qu'il y ait eu déséquilibre dans nos priorités? Conséquemment, l'épuisement professionnel et le stress entraînant divers problèmes de santé font désormais

partie des réalités du marché du travail. Des études menées par Statistique Canada évoquent des coûts s'élevant à 40 milliards \$ (4 milliards \$ au Québec) liés à l'absentéisme et à la baisse de productivité des employés. En 2004, la CSST a versé 14 millions \$ en indemnités pour des lésions liées au stress ou à l'épuisement professionnel. Quatre travailleurs sur dix ont connu un épisode de détresse psychologique entre 1994 et 2001 (Statistique Canada), et 54 % des jours d'absentéisme sont attribués au stress. Outre les heures travaillées, les experts parlent de la pression liée aux appareils de messagerie qui ne nous quittent plus, tant en vacances que les week-ends. Difficile de résister à la tentation de régler quelques courriels non lus avant l'heure du dodo, non?

Heureusement, nous assistons à des avancées. Je l'avoue. Le *Régime de prestation parentale* mis de l'avant en 2006, bien que beaucoup plus coûteux que prévu, est un franc succès. Fait intéressant, depuis sa mise en place, le nombre de naissances a progressé de 16 %. L'indice synthétique de fécondité (ISF) est passé de 1,54 à 1,74, entre 2005 et 2008. De plus, les pères se sont prémunis en grand nombre de ce programme, un effet collatéral fort inspirant. Mais un an avec bébé à la maison, est-ce suffisant? Et que faisons-nous du stress qui découle de la grande difficulté à trouver une place à la garderie? Passer des heures chaque semaine à chercher une place sur le Web avec bébé dans les bras, non merci. J'ai déjà donné.

En ce qui concerne les politiques familiales, j'ai été agréablement surprise de constater que le Québec est en tête de peloton au sein de l'OCDE en matière d'investissement dans les programmes dédiés aux familles. Au total, 3,2 % du PIB y est consacré (comparé à une moyenne de 2 %). Mais est-ce suffisant? Gagnerions-nous à investir davantage? Devenir **LA** référence mondiale. Mais pourquoi pas!

Récemment, le ministère de la Famille du Québec a lancé une norme *Conciliation travail-famille*. Une reconnaissance de type ISO dédiée aux employeurs qui favorisent la flexibilité des horaires, le télétravail, les congés familiaux, les horaires compressés, etc. Très intéressant. Mais jusqu'à quel point ces mesures seront-elles percutantes si elles demeurent sur une base volontaire? Plusieurs spécialistes mentionnent que c'est la culture du milieu du travail dans son ensemble qui doit être modifiée.

DES PISTES DE SOLUTION

IMPOSONS UNE PROFONDE MODIFICATION DU RYTHME DE TRAVAIL

À mes yeux, il importe de revoir le mode de gestion de nos organisations afin de tenir davantage compte des réalités humaines des travailleurs. Initialement, nous pourrions croire que cela pourra contrer la productivité d'une société. Au contraire. Il faut tout de même aspirer au déploiement d'un marché de l'emploi qui assure un réel équilibre travail-famille. Nous en sommes là. L'inaction en la matière nous coûtera encore plus cher collectivement. Savez-vous que 80 % des employés qui ne vivent pas de difficultés de conciliation travail-famille se disent heureux au travail comparativement à 27 % pour les autres? Il s'agit là d'un constat éloquent. À l'heure où la main d'œuvre est un enjeu de taille, on doit réaliser que le fait d'améliorer la situation nous permettra de jouir d'une main-d'œuvre plus performante et moins volatile. « Quand on prend du recul, on voit bien que les gens heureux sont en meilleure santé et plus performants », mentionnait récemment Rémi Tremblay, ancien PDG d'Adecco Canada et fondateur d'une firme qui accompagne les leaders et leurs équipes (PREMIUM, juillet-août 2011). En 2005, la création du cabinet d'avocats Delegatus à Montréal, fondé par une mère de famille, Me Pascale Pageau, a attiré l'attention. Cette dernière a créé un cabinet réceptif aux pratiques facilitantes de conciliation travail-famille. Cette mère de quatre enfants a créé un cabinet dont la culture de travail est réellement audacieuse et diffère de tous les autres. « Plusieurs sceptiques se demandaient si la formule allait donner des résultats. Il y a encore ce préjugé dans notre société qui associe conciliation travail-famille à des gens, souvent des femmes, qui ne veulent pas travailler! Pourtant, ici, les femmes qui ont le plus d'enfants sont parmi les employés qui travaillent le plus! », mentionnait-elle dans *La Presse affaires* en décembre dernier. Ces pratiques actuellement isolées risquent fort de devenir la norme si elles sont facilitées par des incitatifs fiscaux, notamment. L'équipe de ce cabinet est passée rapidement de 8 à 20 avocats, et a vu tripler son chiffre d'affaires. Ce modèle montre bien que c'est possible de revoir nos cultures organisationnelles et d'être productifs. La flexibilité donnée aux avocats chez Delegatus dépasse la simple question de la conciliation travail-famille. En effet, « [le cabinet] offre de l'autodétermination à des avocats qui ont tellement à donner au niveau de l'excellence et du dévouement à un client, mais qui décident de travailler à leur rythme. Au-

delà de la conciliation travail-famille, nos avocats font le choix d'un équilibre de vie qui leur convient », affirme-t-elle.

À l'heure actuelle, bien que certains employeurs offrent cette possibilité, cette avenue est rarement optimale. En effet, parce que nos familles sont surendettées, le stress financier qui en découle prend inévitablement le dessus. La baisse des heures travaillées entraîne inévitablement une baisse de revenus souvent difficile à surmonter pour de nombreuses familles. Saviez-vous que 43 % des Québécois utilisent leur carte de crédit comme mode de financement? Si nous ne sommes pas obligés de réduire le rythme, nous ne le ferons vraisemblablement pas, car nous sommes ancrés trop profondément dans ce cycle pervers d'une consommation omniprésente et exagérée.

Il importe donc que cette avenue devienne **graduellement LA norme**. Sinon, en travaillant 4 jours par semaine, par exemple, les travailleurs devront atteindre les mêmes objectifs, tout en disposant de 20 % moins de temps de travail. Inutile de rêver. Nous devons donc **l'imposer**, pas à pas. Impossible dites-vous? Évidemment, pour ce faire, des incitatifs financiers devront être proposés aux employeurs qui réduisent les heures de travail, augmentent l'offre de congés compensatoires, facilitent le télétravail, ouvrent des services de garde sur place, etc. À l'inverse, des pénalités devront être attribuées aux organisations qui n'emboîteront pas ce changement de cap. Les revenus de l'état et des employeurs diminueront invariablement. Mais, les coûts sociaux (dépression, séparation, absentéisme, problème cardiovasculaire, etc.) démesurés avec lesquels nous sommes actuellement aux prises s'amenuiseront. Nos organisations paient déjà le prix de ce débordement. Plusieurs entreprises ont déjà emboité le pas. « Les mesures de conciliation travail-famille mises en place m'ont permis d'obtenir un meilleur engagement des employés envers l'entreprise », mentionne Martin Thibault, président et cofondateur d'*Absolunet*, entreprise composée d'une cinquantaine d'employés. Loin de croire qu'il faut imposer une telle norme aux entreprises, ce dernier croit que les entreprises qui s'y adonnent attireront les meilleures ressources.

À cela, si nous devons envisager la possibilité d'investir collectivement afin d'inciter les familles à être plus nombreuses, ne le faisons pas à n'importe quel prix. À l'heure présente, bien que le

Régime québécois d'assurance parental fasse l'objet d'une réponse excellente, le marché du travail et les services de garde ne sont pas prêts. On offre des programmes de congés plus généreux, mais le marché du travail est de plus en plus exigeants et stressant. C'est lorsqu'on revient au boulot que le choc s'opère. Le **prolongement du congé parental** pourrait, par exemple, engendrer une meilleure répartition de celui-ci entre les deux parents. De plus, cela éviterait l'engorgement dans les services de garde des places limitées assignées aux « poupons » (âgés de moins de 18 mois). Tous ces nouveaux nés qui sont issus de ce nouveau régime augmenteront le niveau des problématiques soulevées plus tôt si nous n'envisageons pas de changement.

S'il est réjouissant d'observer une hausse de l'indice synthétique de fécondité au Québec, depuis quelques années, en quoi notre société est-elle gagnante dans le contexte actuel du marché du travail... le cercle vicieux du stress s'amplifiera. L'équation est simple. : plus d'enfants, moins de temps, moins d'argent. Moins d'argent, plus de travail, plus de stress...

RÉDUISONS LES HEURES D'OUVERTURE DES COMMERCES

Faut-il invariablement casser notre niveau de consommation afin de bénéficier de plus de liberté d'action relativement à nos revenus d'emploi? Ce n'est pas simple. Je fais, moi aussi, partie du problème! J'anticipe déjà le tollé de protestations, preuve que la vente, le profit valent maintenant plus que la vie de l'acheteur, que le citoyen. Toutefois, un changement massif, généralisé, voire imposé, pourrait peut-être entraîner une force de frappe notoire.

L'ouverture des épiceries et de commerce 24 heures sur 24 est à nos portes. Mais dans quel monde sommes-nous? Le fait de pouvoir fréquenter notre marché à minuit doit-il être réellement perçu comme du progrès et de l'activité économique souhaitable? Et ne perdons pas de vue que cela ne fera qu'augmenter la pression sur les familles. Qui plus est, les personnes les plus touchées risquent d'être celles à faible revenu et les employés de ce domaine. Et ne sommes-nous pas en situation de pénurie de main-d'œuvre?

Qu'on le veuille ou pas, l'ouverture abusive des commerces finit par nuire à la vie de famille québécoise et aux relations humaines. Tout d'abord, parce que les dizaines de milliers de

travailleurs de ce secteur n'ont plus de temps de pause. J'ai travaillé pendant longtemps dans le secteur commercial à une époque où le dimanche avait un sens. La modification de la loi permettant une ouverture des commerces le dimanche a tout changé. Les bilans sur l'impact de l'ouverture des centres commerciaux le dimanche n'ont révélé aucune hausse de revenus par rapport aux années précédentes. Toutefois, le même chiffre d'affaires s'en trouve tout simplement réparti sur davantage de journées annuellement. Les coûts d'exploitation liés à la masse salariale, par exemple, annulent dans certains cas toute forme de profit potentiel. Et pour les familles exploitant elles-mêmes leur commerce, oublions tout temps d'arrêt. Aujourd'hui, nous avons accès à tout, sans interruption, sans que les citoyens aient plus de temps ou d'argent. Et, d'un autre côté, si vous travaillez moins, vous trouverez le temps de consommer quand c'est possible.

SOMMAIRE DES PROPOSITIONS :

- **Imposition d'une norme conciliation travail-famille au sein de toutes les organisations/entreprises jumelées à des incitatifs fiscaux aux employeurs et des pénalités fiscales aux employeurs réfractaires**
- **Diminution du nombre d'heures reconnues par semaine normale par la Loi des normes du travail (passant de 40 heures à 32 heures)**
- **Prolongation du congé parental de un an à deux ans**
- **Retour à la fermeture des commerces au détail le dimanche et les soirs de semaine (lundi au mercredi)**

CONCLUSION

Il faut avoir le courage de casser ce rythme infernal qui ne profite à personne. Devrons-nous aller aussi loin que le Bhoutan, pays voisin du Népal, reconnu pour son *Bonheur national brut (BNB)*? Leur indice permet de veiller au bonheur de ces habitants sans renier l'importance de la prospérité économique. Une utopie ou un changement de cap incontournable? Les générations Y et C ont déjà commencé à y répondre apparemment...

Je suis consciente que ces avenues ne changeront pas tout. Mais, elles pourraient contribuer graduellement à amenuiser cette course folle qui entraîne des effets collatéraux forts négatifs, tant pour la société et l'individu que pour l'économie. À quoi aspirons-nous au Québec? Au PIB le plus performant ou au peuple le plus heureux, celui détenteur du temps qu'il faille pour développer, rêver, réfléchir, s'investir auprès de ses enfants, ses aînés, et créer dans un système plus équilibré? Nous deviendrons rapidement un modèle planétaire, qui sait? Soyons les premiers.